

La voix de l'Opposition de gauche

Guerre d'Algérie. Hollande incapable de condamner la colonisation.

21.12.12

Je reproduis ici l'article que j'ai préparé rapidement hier soir suite à la déclaration de Hollande hier en Algérie. Il suffirait de parler d'un sujet délicat à aborder ou jusque là tabou, pour que quelle que soit la manière dont il est traité par son auteur suffise à satisfaire l'attente de ses lecteurs, un peu comme si son auteur avait prononcé une parole divine ou une vérité et qu'il faudrait s'en contenter.

J'assimile cette opération à une manipulation des esprits faibles enclins à se satisfaire de peu, qui consiste notamment à faire oublier pourquoi il était délicat de l'aborder jusqu'à présent, bref à camoufler un passé peu reluisant ou abominable. En passant, il va de soi que son auteur n'abordera pas ce sujet sous un angle qui lui est peu favorable, c'est en l'occurrence ici un euphémisme, comme on va le voir plus loin, il va s'employer à dénoncer un crime pour mieux en occulter un autre ou en procédant par sous-entendus sans jamais prononcer les mots qui mettraient en évidence la responsabilité de son propre parti politique.

Il en va ainsi de la morale judéo-chrétienne dont se revendique Hollande, qui consiste à affirmer qu'un crime admis serait déjà à moitié pardonné, dans la cas présent, il ne pourra l'être au-delà puisqu'il refuse de s'excuser auprès du peuple algérien.

En réalité pas du tout, car il a prononcé son discours au nom de l'Etat français dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, qui incarne uniquement la classe dominante et ses intérêts mercantiles et guerriers, refusant à Hollande le droit de s'exprimer en notre nom ou au nom de la classe ouvrière, considérant qu'hier comme aujourd'hui ou demain il ne pourrait y avoir de divergences ou d'opposition entre les intérêts et les aspirations des travailleurs français ou algériens qui justifieraient qu'ils se livrent à une guerre entre eux, contrairement à ce qu'affirma Hollande en 2006 dans *Devoirs de Vérité* où il avouait dans une tournure ambiguë ou incomplète "*La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien.* ", au passage, excuse qu'il a été incapable de prononcer hier, sans qu'on sache si c'était la SFIO, la France ou la guerre d'Algérie qui avait "*ses justifications*", ni l'une ni l'autre sauf à vouloir les absoudre tous les trois, les crimes commis par la SFIO étant tout aussi impardonnable que la guerre coloniale ou de rapine entreprise par l'Etat, l'impérialisme français contre le peuple algérien.

Si Hollande avait prononcé des excuses au peuple algérien, il n'aurait pu le faire qu'au nom de la classe qui avait déclaré la guerre puis colonisé l'Algérie. Il ne pouvait pas le faire au nom de cette classe sans révéler qu'il en était le représentant, comme il ne pouvait pas le faire au nom de tous les Français sans commettre une imposture, bien qu'à mon avis connaissant le peu de scrupules des dirigeants du PS, ce n'est pas cela qui l'a arrêté dans son élan, à en dire ou à en faire trop il lui aurait été impossible d'aller plus loin qu'il ne le souhaitait sans réveiller du même coup des démons du passé qu'il valait mieux oublier, et si ce n'était pas venu de lui, d'autres s'en seraient chargés à sa place, c'est ce à quoi nous allons nous attarder après avoir pris connaissance d'un extrait de son discours prononcé devant le Parlement algérien.

- François Hollande a dénoncé jeudi dans un discours devant le Parlement algérien, le système colonial "*injuste et brutal*" instauré en Algérie par la France et reconnu les "*souffrances*" du peuple algérien, une déclaration qui devrait faire date dans les relations entre les deux pays.

"La vérité, elle n'abîme pas, elle répare. (...) L'Histoire, même quand elle est tragique, douloureuse, elle doit être dite", a-t-il souligné alors que l'Algérie fête le cinquantième anniversaire de son indépendance. *"Rien ne se construit dans la dissimulation, l'oubli ou le déni"*.

François Hollande a notamment évoqué les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, répression sanglante d'émeutes nationalistes en mai 1945.

"Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, les injustices, les massacres, la torture", a-t-il poursuivi en évoquant la guerre d'Algérie, sous les applaudissements des parlementaires algériens.

Même s'il refuse toute repentance ou excuse, François Hollande aura donc été le président français à aller le plus loin dans la reconnaissance des violences en Algérie. Reuters 20.12

Cela leur fait une belle jambe aux Algériens, refuser de s'excuser, c'est justifier l'entreprise coloniale avec tous les crimes qu'elle a comportés. Et il ne faut pas attendre que Désir le fasse au nom du PS issu de la SFIO.

Pas si sûr qu'il soit le mieux placé pour tenir ce genre de discours, surtout que le PS a remis cela avec entre autres l'Irak, l'Afghanistan, la Côte-d'Ivoire, la Libye et aujourd'hui la Syrie, demain l'Iran peut-être.

Rappel.

Les sociaux-démocrates participent aux différents gouvernements de la IVe République.

Guy Mollet devient secrétaire général de la SFIO en 1946. En 1947, c'est le socialiste Vincent Auriol qui est élu comme premier président de la Quatrième République.

Entrés dans l'opposition en 1950, les sociaux-démocrates reviennent au pouvoir en 1956 avec le gouvernement Guy Mollet. A leur actif, l'affaire du canal de Suez, le début de la guerre d'Indochine, la politique algérienne de Guy Mollet (poursuite de la guerre), le soutien à Charles de Gaulle en 1958, le Traité de Rome fondant la CEE.

La SFIO dont le PS et Hollande sont les héritiers ont orchestré, soutenu, couvert les guerres coloniales, les massacres, les tortures, etc. Pas étonnant qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes dirigés par l'impérialisme américain et l'Otan.

Et cerise sur le gâteau si l'on peut dire, alors que la SFIO a été au pouvoir à plusieurs reprises entre 1936 et 1958, c'est le général de Gaulle qui accordera finalement l'indépendance à l'Algérie. On pourrait ajouter que la SFIO et le PS ne peuvent revendiquer ni la fin de la guerre du Vietnam ni la décolonisation de l'Afrique. Si après la lecture des passages suivants il s'en trouve encore pour penser que le PS serait un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, qu'ils ne se posent plus de questions, c'est incurable.

N'ayant pas le temps de rédiger un article sur ce sujet, vous trouverez des extraits de différents articles que j'ai trouvés sur le Net. Peu importe encore une fois leurs auteurs, seuls les faits relatés nous intéressent.

<http://groupecri.free.fr> (ex-groupe CRI devenu la Tendence Claire du NPA)

Les horreurs du colonialisme français ... et ses suppôts PS et PCF - 18 janvier 2006

Extraits.

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français.

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « *civilisations supérieures* » aux « *inférieures* ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « *commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer* ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « *projet Blum-Viollette* » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « *socialiste* » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « *socialistes* » (sans susciter l'opposition des « *communistes* », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « *citoyens français de plein droit* » et 58 000 « *citoyens de statut local* » parmi les « *musulmans* », le second réunissant 1 300 000 « *musulmans* » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « *civilisation* » française en Algérie que le gouvernement du « *socialiste* » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « *pouvoirs spéciaux* ») afin de prendre « *toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie* ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil «

socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « *tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale.* » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents.

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « *La France* » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval — donc en particulier les crédits des opérations coloniales —, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale.

En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « *Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle.* » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « *savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France* ». À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « *la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain* ». Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial). Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « *paix en Algérie* » ou encore le « *règlement pacifique de la question algérienne* », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs

spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Ce passage est un réquisitoire sans appel qui condamne définitivement la SFIO et le PS comme ennemi de la classe ouvrière et du socialisme.

<http://youssefboussoumah.indigenes-republique.fr>

Qu'il crève le P.S, qu'il disparaisse le parti colonial. - mardi 18 novembre 2008.

Extraits.

"L'armée française, l'armée du pays des droits de l'homme, je suis formel, ne pratique pas la torture en Algérie" - Guy Mollet, 1957

"l'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre" - Mitterrand, Alger 1954

- ... la SFIO faisait interdire l'organisation indépendantiste algérienne l'Etoile nord-africaine de Messali Haj ainsi que les écoles Ibn Badis, en 1936 au moment du Front Populaire.

- Au moins nos frères du Viet Nam, de Sétif et Guelma en 1945, de Dakar en décembre 1945, de Madagascar en 1947, de toute l'Algérie, du Cameroun, d'Égypte en 1956 etc. tous ceux massacrés avec la bénédiction et la participation même du P.S ou de la SFIO sa matrice seront un peu vengés. Je suis revanchard et j'en suis fier. Je crois aux vertus de la vengeance. Je n'oublierai jamais la collaboration du P.S à la torture, aux crimes coloniaux. Je pense aux dizaines de frères du FLN mais aussi à Fernand Yveton, militant CGT d'Alger, tous guillotins alors que Mitterrand ministre de la justice sous Guy Mollet, pendant la guerre d'Algérie avait refusé de présenter leur grâce. Mais je songe aussi au fait que les 2/3 des députés SFIO ont voté les pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940.

- Mettez vous bien ça dans la tête, tortionnaires de la SFIO, c'est idem pour les massacres coloniaux dans lesquels vous avez trempé: Madagascar, Indochine, Cameroun etc. Savez vous qu'un certain Charles Ceccaldi Reynaud grand responsable de la SFIO à Alger dans les années 50 deviendra également un des boss de la DST en pleine guerre d'Algérie, La Rose et la gégène sont parfaitement compatibles (pour les plus jeunes la gégène désigne une dynamo électrique manuelle destinée à la torture, notamment pendant la guerre d' Algérie)

Je veux qu'un tribunal juge les crimes du colonialisme français, auxquels le P.S a été lié. Quant aux éléments sincères et anti impérialistes du PC ils feraient bien d'oublier le "F" du sigle de leur parti, de méditer eux aussi certains épisodes peu reluisants de répression coloniale auxquelles celui ci a été associé (rappelons nous la fameuse motion raciste de la section algérienne de Sidi Bel Abbès du PCF, en 1922 (1) A Sétif et Guelma en 1945 des miliciens proches du PCF participèrent au massacre, l'aviation française qui bombardait alors le Constantinois en 1945 était commandée par un ministre communiste, Charles Tillon, pourtant un héros de la résistance FTP de la région de Bordeaux, le PCF a voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956).

(1) Cette section pourtant communiste réagira comme toute la SFIO socialiste. Elle s'opposa avec force à la demande d'émancipation des indigènes contenue dans la huitième condition des 21 imposées par Lénine en 1920 à tous les partis auparavant socialistes qui voudraient se définir comme communistes. Celle ci exigeait de « *soutenir en fait et non seulement en paroles tout*

mouvement insurrectionnel dans les colonies », de développer parmi les ouvriers de la métropole et des colonies « *des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population indigène laborieuse* », d'y répandre le mot d'ordre « *jeter les impérialistes dehors* », et de mener une propagande systématique et continue dans l'armée contre l'oppression et les guerres coloniales.

L'article suivant déborde de notre sujet, mais il permet de mieux cerner l'état d'esprit de des dirigeants de la SFIO d'hier et du PS d'aujourd'hui.

<http://www.legrandsoir.info>

Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes » - 26 novembre 2010

Extraits.

Dans les années 1930, à la demande de Haïm Weizmann (premier président de l'entité sioniste en 1948), le socialiste Léon Blum s'est impliqué dans la colonisation sioniste de la Palestine pendant le mandat britannique. Après la guerre 1939-1945, l'ancêtre du PS, la SFIO, a continué de soutenir le mouvement sioniste tout en s'efforçant de préserver l'empire colonial français.

Le 29 novembre 1947, au moment du vote pour le partage de la Palestine et la création de l'entité sioniste aux Nations Unies, approuvé par la France, la République française était présidée par le socialiste Vincent Auriol et la SFIO participait au gouvernement.

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'« Israël », l'organe de la SFIO, « *Le Populaire* », écrivait : « *Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations les leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique. De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévéra dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi " ».*

A cette date, la Palestine est déjà occupée par les sionistes, et les Palestiniens qui ont laissé 14 813 morts sur le terrain sont en grande partie expulsés de leur terre. « *Le Populaire* » n'a pas évoqué ce nettoyage ethnique...

Reprenant les rênes du pouvoir le 1er février 1956, le gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet a préparé avec ses alliés sionistes et britanniques l'agression tripartite lancée contre l'Egypte nassérienne en octobre-novembre 1956 pour contrôler le canal de Suez. C'était l'occasion pour les socialistes français, qui avaient voté les « *pouvoirs spéciaux* », c'est-à-dire la torture généralisée, le 12 mars 1956 pour mater la Révolution algérienne, de renverser un gouvernement arabe qui soutenait activement le FLN algérien. Politique qui concordait parfaitement avec celle de l'entité sioniste et qui consistait à mettre à genoux le seul Etat arabe menaçant son hégémonie au Machrek.

Le même gouvernement de Guy Mollet a mis en œuvre la collaboration nucléaire entre la France et l'entité sioniste, avec la construction du réacteur nucléaire à Daymona dans le désert du Néguev. Cette arme sert jusqu'à aujourd'hui aux sionistes à maintenir l'ensemble du Machrek sous la menace d'une attaque nucléaire avec le soutien des puissances occidentales.

<http://www.ldh-toulon.net> (Section de Toulon de la LDH)

François Hollande : nous devons encore des excuses au peuple algérien - dimanche 14 mai 2006

Extraits.

Lors d'une rencontre avec la presse étrangère, mercredi 10 mai 2006, François Hollande a largement commenté l'actualité française.

A propos du colonialisme en Algérie, le premier secrétaire du Parti socialiste français, confirmant son dernier ouvrage [1], a déclaré « *Nous sommes comptables du passé et responsables de l'avenir. La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien. Et nous devons faire en sorte que cela ne se reproduise plus* »

(...) Ainsi est-ce bien sur une séquence tout à fait décisive de la guerre d'indépendance algérienne que s'exprime le premier secrétaire du PS et désigne-t-il aussi clairement - il dit vouloir être explicite - les responsabilités politiques de la SFIO dans la conduite française de cette guerre dont il estime, par ailleurs, comme pour mettre un bémol à ses propos, qu'« *elle avait ses justifications* » qu'il se garde bien de préciser...

[1]- *Dans Devoirs de Vérité*, dialogues de François Hollande avec Edwy Plenel (éd. Stock)

On pourrait ajouter que dénoncer le colonialisme ne lui coûte rien, tout comme dénoncer la guerre ou la pauvreté par exemple, non, ce qui lui coûterait ce serait de dénoncer l'existence du capitalisme qui en est à l'origine et de s'attaquer à ses fondements, mais là c'est hors de sa portée ou de ses intentions.

Quelques documents.

- [Conquête de l'Algérie par la France. \(Wikipédia\)](#)
- [Les horreurs du colonialisme français... et ses suppôts du PS et PCF \(groupe CRI\)](#)
- [8 Mai 1945 : Massacre de Sétif !. \(Le blog d'Algérie libertaire\) \(08.05.12\)](#)
- [Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes ». \(Le Grand Soir\) \(26.11.10\)](#)

- [Algérie : Les années de sang et les complicités de la France. \(RV\) \(14.10.10\)](#)
- [Algérie : Les années de sang et le rôle des agents d'influence. \(RV\) \(14.11.10\)](#)
- [ALGÉRIE 1962-2012 : Cinquante ans après, la guerre des mémoires. \(mondialisation.ca\) \(19.03.12\)](#)
- [Ahmed Ben Bella : « J'ai vécu 24 ans et demi en prison ». \(mondialisation.ca\) \(11.04.12\)](#)
- [Ce que fut la colonisation: Les jours de mai funeste de l'Algérie. \(mondialisation.ca\) \(11.05.12\)](#)
- [ALGÉRIE ÉTÉ 1962 : Une indépendance dans la douleur. \(mondialisation.ca\) \(17.06.12\)](#)
- [Ce que fut la colonisation : Les Justes qui ont aidé l'Algérie. \(mondialisation.ca\) \(24.06.12\)](#)
- [Ce que fut la colonisation : L'oeuvre positive de l'Algérie envers la France. \(mondialisation.ca\) \(30.06.12\)](#)

● [Cinquante ans d'indépendance : La nécessité d'un devoir d'inventaire. \(mondialisation.ca\)](#)
(03.07.12)